



Le 6 novembre, tous mobilisés contre la promulgation de cette loi inique

Au lendemain du vote définitif de la loi sur les retraites, la 7^{ème} journée d'action unitaire a rassemblé près de deux millions de salariés à travers 269 cortèges dont la caractéristique majeure reste la détermination face à une réforme qui ne passe toujours pas .

Malgré une campagne médiatique d'ampleur visant à décrédibiliser la poursuite du mouvement social après cette étape du vote parlementaire, alors qu'une fatigue légitime se fait sentir parmi les acteurs sur le terrain en cette semaine de congés scolaires, **l'écho de la rue monte encore pour dire sa colère.**

Les personnels de la Fonction publique territoriale, très largement impliqués depuis plusieurs semaines à travers les près de 700 actions locales recensées par la Fédération, ont à nouveau fait la démonstration de leur forte présence dans les rassemblements.

NON Mesdames et Messieurs les Députés et Sénateurs, les 71% de français qui ont exprimé sous différentes formes leur exigence d'une autre réforme des retraites ne se sentent aujourd'hui ni écoutés ni représentés par le vote que votre majorité a adopté.

Avec votre réforme ce serait :

- d'ici 2016, près d'1 million d'emplois en moins pour les jeunes générations, alors qu'aujourd'hui 23,3% des 15/24 ans sont déjà au chômage et que le taux d'emploi des 55/64 ans est l'un des plus faibles d'Europe (39 %).
- d'ici 2013, 22 milliards pris dans la poche des salariés contre 4 milliards pour les entreprises et les hauts revenus.
- la baisse programmée des pensions du fait de l'application de nouvelles décotes, notamment pour les femmes et les professions exposées à la pénibilité.
- la baisse des salaires dans la Fonction publique dont la revalorisation est bloquée jusqu'en 2013, alors que les cotisations augmenteraient de plus de 3 %.

C'est pourquoi, dans le cadre de l'appel intersyndical et interprofessionnel unitaire, la Fédération CGT des Services publics appelle les agents territoriaux

- à exiger du Président de la République qu'il renonce à promulguer cette loi.
- à poursuivre la mobilisation sous toutes les formes qui leur paraîtront adaptées et dans l'unité la plus large possible.
- à se mettre en grève et à participer aux manifestations et rassemblements unitaires du samedi 6 novembre prochain.

Un nouveau préavis national a été déposé par la fédération, pour chaque journée, pour la période du 1^{er} au 12 novembre

La CGT revendique :

- Pour tous, privé et public, le droit à la retraite à 60 ans, avec une pension à 75 % du salaire pour une carrière complète, avec une meilleure prise en compte de la pénibilité et aucune pension inférieure à 1600 €.
- Un financement mettant fortement à contribution les profits des entreprises et les hauts revenus.
- Des augmentations salariales assises sur la valeur du point d'indice, permettant le rattrapage des pertes subies depuis des années.
- Un plan de titularisation et une limitation stricte du recours au non-titulariat.
- L'arrêt de la casse méthodique de la Fonction publique et la mise en œuvre des moyens financiers permettant de répondre aux besoins de la population, ce qui implique l'arrêt de toute politique de gel et le retrait du projet de réforme des collectivités.

Bulletin de syndicalisation

Je souhaite : prendre contact me syndiquer participer à une formation d'accueil

Nom – Prénom : _____

Adresse personnelle : _____

Collectivité ou établissement : _____

Téléphone : _____ Email : _____

Bulletin à remettre à un-e militant-e Cgt ou à retourner à :

Fédération Cgt des services publics – Case 547 – 263 rue de Paris – 93515 Montreuil Cedex